13

PRIX QUATRE SOUS.

ADRESSE

DE M. L'ABBÉ RAYNAL

A L'ASSEMBLÉ NATIONALE,

Lue à la Séance du 31 Mai 1791. (1)

M. de PUZI, *Président, a annoncé qu'un homme connu dans la France & dans l'Europe par ses grands talens & par son amour pour la liberté, que M. l'*ABBÉ RAYNAL *s'étoit présenté chez lui ce matin, & qu'en lui remettant une Lettre, pour la lire à l'Assemblée nationale, il lui avoit dit qu'elle paroîtroit imprimée dès demain matin. J'ai parcouru cette Lettre, a ajouté le Président : l'Auteur présente des hommages respectueux à l'Assemblée nationale, mais il ne l'adule point, & il lui reproche les fautes que, selon lui, elle a faites. L'assemblée veut-elle en entendre la lecture?*

De tous côtés on a fait la même réponse, OUI, OUI! *& M. Ricard, l'un des Secrétaires, est monté à la Tribune, d'où il a lu aux Représentans de la Nation française, la Lettre de M. l'*ABBÉ RAYNAL.

MESSIEURS,

En arrivant dans cette capitale, après une longue absence, mon cœur & mes regards se sont tournés vers vous, & vous m'auriez vu aux pieds de cette auguste Assemblée, si mon âge & mes infirmités me permettoient de vous parler sans une trop

1 *La plupart des Journalistes qui ont publié cette Adresse, ne l'ayant copiée que sur des Journaux infidelles qui l'ont dénaturée dans tous les sens; on invite le public à ne pas confondre cette édition, dont le Texte a été littéralement copié sur l'original.*

vive émotion des grandes choses que vous avez faites, & de tout ce qui reste à faire pour fixer sur cette terre agitée, la paix, la liberté, le bonheur qu'il est dans votre intention de nous procurer.

Ne croyez pas, Messieurs, que je sois de ceux qui méconnoissent le zèle infatigable, les talens, les lumières & le courage que vous avez montrés dans vos immenses travaux; mais assez d'autres vous en ont entretenus; assez d'autres vous rappellent les titres que vous avez à l'estime de la nation : pour moi, soit que vous me considériez comme un citoyen usant du droit de pétition, soit que laissant un libre essor à ma reconnoissance, vous permettiez à un vieil ami de la liberté, de vous rendre ce qu'il vous doit pour la protection dont vous l'avez honoré, je vous supplie de ne pas repousser des vérités utiles; j'ose depuis long-temps parler aux rois de leurs devoirs : souffrez qu'aujourd'hui, je parle au peuple de ses erreurs, & aux représentans du peuple, des dangers qui nous menacent tous.

Je suis, je vous l'avoue, profondément attristé des désordres & des crimes qui couvrent de deuil cet empire. Seroit-il donc vrai qu'il fallût me rappeler avec effroi, que je suis un de ceux qui, en éprouvant une indignation généreuse contre le pouvoir arbitraire, ai peut-être donné des armes à la licence? La religion, les loix, l'autorité royale, l'ordre public, redemandent-ils donc à la philosophie & à la raison les liens qui les unissoient à cette grande société de la nation française, comme si, en poursuivant les abus, en rappellant les droits des peuples & les devoirs des princes, nos efforts criminels avoient rompu ces liens! Mais non, jamais les conceptions hardies de la philosophie n'ont été présentées par nous comme la mesure rigoureuse des actes de la législation. Vous ne pouvez vous attribuer sans erreur, ce qui n'a pu résulter que d'une fausse interprétation de nos principes. Et! cependant, prêt à descendre dans la nuit du tombeau; prêt à quitter cette famille immense dont j'ai ordinairement désiré le bonheur, que vois-je autour de moi! des troubles religieux, des discussions civiles, la consternation des uns, l'audace & l'emportement des autres, un gouvernement esclave de la tyrannie populaire, le sanctuaire des lois environné d'hommes effrénés qui veulent alternativement, ou les dicter, ou les braver; des soldats sans discipline, des chefs sans autorité; des ministres sans moyens; un roi, le premier ami de son peuple, plongé dans l'amertume, outragé, menacé de toute

autorité, & la puiſſance publique n'exiſtant plus que dans les clubs où des hommes ignorans & groſſiers oſent prononcer ſur toutes les queſtions politiques.

Tel eſt, Meſſieurs, n'en doutez pas, telle eſt la véritable ſituation de la France; un autre que moi n'oſeroit peut-être vous le dire; mais je l'oſe parce que je le dois; parce que je touche à ma quatre-vingtième année; parce qu'on ne ſauroit m'accuſer de regretter l'ancien régime; parce qu'en gémiſſant ſur l'état de déſolation, où eſt l'égliſe de France, on ne m'accuſera pas d'être un prêtre fanatique; parce qu'en regardant comme le ſeul moyen de ſalut le rétabliſſement de l'autorité légitime, on ne m'accuſera pas d'être le partiſan du deſpotiſme & d'en attendre des faveurs; parce qu'en attaquant devant vous les écrivains qui ont incendié le royaume, qui en ont perverti l'eſprit public, on ne m'accuſera pas de ne pas connoître le prix de la liberté de la preſſe.

Hélas! j'étois plein d'eſpérance & de joie, lorſque je vous ai vu poſer les fondemens de la félicité publique, pourſuivre tous les abus, proclamer tous les droits, ſoumettre aux mêmes loix, à un régime uniforme les diverſes parties de cet empire; mes yeux ſe ſont remplis de larmes quand j'ai vu les plus vils, les plus méchans des hommes employés comme inſtrumens d'une utile révolution; quand j'ai vu le ſaint nom de patriotiſme proſtitué à la ſcélérateſſe, & la licence marcher en triomphe ſous les enſeignes de la liberté. L'effroi s'eſt mêlé à ma juſte douleur, quand j'ai vu briſer tous les reſſorts du gouvernement, & ſubſtituer d'impuiſſantes barrières à la néceſſité d'une force active & réprimante. Par-tout j'ai cherché les veſtiges de cette autorité centrale qu'une grande nation dépoſe dans les mains du monarque pour ſa propre ſûreté; je ne les ai plus retrouvées nulle part; j'ai cherché les principes conſervateurs des propriétés, & je les ai vu attaqués; j'ai cherché ſous quel abri repoſe la ſécurité, la liberté individuelle, & j'ai vu l'audace toujours croiſſante de la multitude, attendant, invoquant le ſignal de la deſtruction que ſont prêts à donner les factieux, & les novateurs auſſi dangereux que les factieux.

J'ai entendu ces voix inſidieuſes qui vous environnent de fauſſes terreurs, pour détourner vos regards des véritables dangers, qui vous inſpirent de funeſtes défiances pour vous faire abattre ſucceſſivement tous les appuis du gouvernement monarchique;

j'ai frémi ſur-tout lorſqu'obſervant dans ſa nouvelle vie ce peuple qui veut être libre, je l'ai vu non-ſeulement méconnoître les vertus ſociales, l'humanité, la juſtice, les ſeules baſes d'une liberté véritable, mais encore recevoir avec avidité de nouveaux germes de corruption, & la laiſſer entourer de nouvelles cauſes d'eſclavage.

Ah! Meſſieurs, combien je ſouffre, lorſqu'au milieu de la capitale, & dans le foyer des lumières, je vois ce peuple ſéduit accueillir avec une joie féroce les propoſitions les plus coupables, ſourire au récit des aſſaſſinats, chanter ſes crimes comme de conquêtes, appeler ſtupidement des ennemis à la révolution, la ſouiller avec complaiſance, fermer ſes yeux à tous les maux dont il s'accable; car il ne ſait pas, ce malheureux peuple, que dans un ſeul crime repoſe le germe d'une infinité de calamités. Je le vois rire & danſer ſur les ruines de ſa propre moralité, ſur les bords mêmes de l'abyme qui peut engloutir ſes eſpérances. Ce ſpectacle de joie eſt ce qui m'a le plus profondément ému; votre indifférence ſur cette déviation affreuſe de l'eſprit public eſt la première, & peut-être la ſeule cauſe du changement qui s'eſt fait à votre égard. De ce changement, par lequel des adulations corruptrices ou des murmures étouffés par la crainte ont remplacé les hommages purs que recevoient vos premiers travaux.

Mais quelque courage que m'inſpire l'approche de ma dernière heure, quelque devoir que m'impoſe l'amour même de la liberté que j'ai profeſſée avant que vous fuſſiez, j'éprouve cependant en vous parlant, le reſpect & la ſorte de crainte dont aucun homme ne peut ſe défendre lorſqu'il ſe place par la penſée dans un rappott immédiat avec les repréſentans d'un grand peuple.

Dois-je m'arrêter ici, ou continuer à vous parler comme la poſtérité: oui, Meſſieurs, je vous crois dignes d'en entendre le langage.

J'ai médité toute ma vie les idées que vous venez d'appliquer à la régénération du royaume, je les méditois dans un temps où, repouſſées par toutes les inſtitutions ſociales, par tous les intérêts, par tous les préjugés, elles ne préſentoient que la ſéduction d'un rire conſolant, alors aucun motif ne m'appelloit à peſer les difficultés d'application & les inconvéniens terribles attachés aux abſtractions, lorſqu'on les inveſtit de la force qui commande aux hommes & aux choſes, lorſque la réſiſtance des choſes & les paſſions des hommes ſont des élémens néceſſaires à combiner.

Ce que je n'ai pu ni dû prévoir dans le temps & les circonſtances où j'écrivois, les circonſtances & le temps où vous agiſſez, vous ordonnoient d'en tenir compte ; & je crois devoir vous dire que vous ne l'avez pas aſſez fait, par cette faute unique ; mais continuez, vous avez vicié votre ouvrage, vous vous êtes mis dans une ſituation telle que vous ne pouvez peut-être le préſerver d'une ruine totale, qu'en revenant ſur vos pas, ou en indiquant cette marche rétrograde à vos ſucceſſeurs. Craindriez-vous d'emporter ſeuls toutes les haines qui aſſaillent l'autel de la liberté ; croyez, Meſſieurs, que ce ſacrifice héroïque ne ſera pas le moins conſolant des ſouvenirs qu'il vous ſera permis de garder. Quels hommes que ceux qui laiſſant à leur patrie tout le bien qu'ils ont ſu faire, acceptent & réclament pour eux ſeuls les reproches qu'ont pu mériter des maux réels, des maux graves, mais dont ils pourroient auſſi n'accuſer que les circonſtances. Je vous crois dignes d'une ſi haute deſtinée, & cette idée m'invite à vous retracer ſans ménagement ce que vous avez attaché de défectueux à la conſtitution françoiſe.

Appelés à régénérer la France, vous deviez conſidérer d'abord ce que vous pouviez utilement conſerver de l'ordre ancien, & de plus, ce que vous ne pouviez pas en abandonner.

La France étoit une monarchie ; ſon étendue, ſes beſoins, ſes mœurs, l'eſprit national s'oppoſent invinciblement à ce que jamais des formes républicaines puiſſent y être admiſes, ſans y opérer une diſſolution totale.

Le pouvoir monarchique étoit vicié par deux cauſes, les baſes en étoient entourés de préjugées, & ſes limites n'étoient marquées que par des réſiſtances partielles. Epurer les principes en aſſayant le trône ſur la véritable baſe, la ſouveraineté de la nation, poſer les limites en les plaçant dans la repréſentation nationale, étoit ce que vous aviez à faire, & vous croyez l'avoir fait.

Mais en organiſant les deux pouvoirs, la force & le ſuccès de la conſtitution dépendoient de leur équilibre, & vous aviez à vous défendre contre la pente actuelle des idées ; vous deviez voir que, dans l'opinion, le pouvoir des rois décline ; & que les droits des peuples s'accroiſſent. Ainſi, en affoibliſſant ſans meſure ce qui tend naturellement à s'effacer ; en fortifiant ſans proportion ce qui tend naturellement à s'accroître, vous arriviez forcément à ce triſte réſultat : *un roi ſans aucune autorité, un peuple ſans aucun frein.*

C'eſt en vous livrant aux écarts de l'opinion que vous avez favoriſé l'influence de la multitude, & multiplié à l'infini les élections populaires. N'auriez-vous pas oublié que l'élection ſans ceſſe renouvelée, & le peu de durée des pouvoirs ſont une ſource de relâchement dans les reſſorts politiques ? N'auriez-vous pas oublié que la force du gouvernement doit être en raiſon du nombre de ceux qu'il doit contenir ou qu'il doit protéger ?

Vous avez conſervé le nom du roi; mais, dans votre conſtitution, il n'eſt plus utile, & il eſt encore dangereux. Vous avez réduit ſon influence à celle que la corruption peut uſurper. Vous l'avez pour ainſi dire invité à combattre une conſtitution, qui lui montre ſans ceſſe ce qu'il n'eſt pas, & ce qu'il pourroit être.

Voilà, Meſſieurs, un vice inhérent à votre conſtitution, un vice qui la détruira, ſi vous ou vos ſucceſſeurs ne vous hâtez de l'extirper.

Je ne vous parlerai point de toutes les fautes qui peuvent être attribuées aux circonſtances. Vous les appercevrez vous-mêmes. Mais le mal que vous pouvez détruire, comment le laiſſez-vous ſubſiſter ? Comment ſouffrez-vous, après avoir déclaré le dogme de la liberté des opinions religieuſes, que des prêtres ſoient accablés de perſécutions & d'outrages, parce qu'ils n'obéiſſent pas à votre opinion religieuſe ?

Comment ſouffrez-vous, après avoir conſacré le principe de la liberté individuelle, qu'il exiſte dans votre ſein une inquiſition qui ſert de modèle & de prétexte à toutes les inquiſitions ſubalternes qu'une inquiétude factieuſe a ſemées dans toutes les parties de l'empire ?

Comment n'êtes-vous pas épouvantés de l'audace & du ſuccès des écrivains qui profanent le nom de patriote ? Plus puiſſans que vos décrets, ils détruiſent tous les jours ce que vous édifiez. Vous voulez un gouvernement monarchique, & ils s'efforcent de le rendre odieux. Vous voulez la liberté du peuple, & ils veulent faire du peuple le plus féroce des tyrans : vous voulez régénérer les mœurs, & ils commandent le triomphe du vice & l'impunité du crime.

Je ne vous parlerai pas, Meſſieurs, de vos opérations de finances. A Dieu ne plaiſe que je veuille augmenter les inquiétudes ou diminuer les eſpérances. La fortune publique eſt encore entière dans vos mains; mais croyez bien qu'il n'y a ni impôt,

ni crédit, ni recette, ni dépenſe aſſurés, là où le gouvernement n'eſt ni puiſſant ni reſpecté.

Eh! quelle forme de gouvernement pourroit réſiſter à cette domination nouvelle des clubs? Vous avez détruit toutes les corporations, & la plus coloſſale, la plus formidable des aggrégations s'élève ſur vos têtes. Elle diſſout tous les pouvoirs. La France entière préſente deux tribus très-prononcées : celle des gens de bien, des eſprits modérés eſt très-éparſe, muette, conſternée; tandis que les hommes violens ſe preſſent, s'électriſent, & forment des volcans redoutables, qui vomiſſent tant de laves enflammées.

Vous avez fait une déclaration des droits; & cette déclaration imparfaite, ſi vous la rapprochez des abſtractions métaphyſiques, a répandu dans l'empire français des germes nombreux de déſorganiſation & de déſordre.

Sans ceſſe héſitant entre les principes qu'une fauſſe pudeur vous empêche de modifier, & les circonſtances qui vous arrachent des exceptions, vous faites toujours trop peu pour l'utilité publique, & trop ſelon votre doctrine; vous êtes ſouvent inconſéquens & impolitiques au moment où vous vous efforcez de n'être ni l'un ni l'autre; c'eſt ainſi qu'en perpétuant l'eſclavage des noirs, vous n'en avez pas moins, par votre déciſion ſur les gens de couleur, alarmé le commerce & expoſé vos colonies.

Croyez, Meſſieurs, qu'aucune de ces obſervations n'échappe aux amis de la liberté. Ils vous redemandent le dépôt de l'opinion publique, de la raiſon publique, dont vous n'êtes que les organes, & qui n'ont plus aujourd'hui de caractère. l'Europe étonnée vous regarde; l'Europe, qui peut être ébranlée juſque dans ſes fondemens par la propagation de vos principes, s'indigne de leur exagération.

Le ſilence de ſes princes peut être celui de l'effroi; mais n'aſpirez pas, Meſſieurs, au funeſte honneur de vous rendre redoutables par des innovations immodérées, auſſi dangereuſes pour vous-mêmes que pour vos voiſins. Ouvrez encore une fois les annales du monde, appellez à votre aide la ſageſſe des ſiècles, & voyez combien d'empires ont péri par l'anarchie. Il eſt temps de faire ceſſer celle qui nous déſole, d'arrêter les vengeances, les ſéditions, les émeutes, de nous rendre enfin la paix & la confiance.

492

Pour arriver à ce but ſalutaire, vous n'avez qu'un moyen ; & ce moyen ſeroit, en reviſant vos décrets, de réunir & de renforcer des pouvoirs affoiblis par leur diſperſion, de confier au roi toute la force néceſſaire pour aſſurer la puiſſance des loix, de veiller ſur-tout à la liberté des aſſemblées primaires, dont les factions ont éloigné tous les citoyens vertueux & ſages.

Et ne croyez pas, Meſſieurs, que le rétabliſſement du pouvoir exécutif puiſſe être l'ouvrage de vos ſucceſſeurs ? Non, ils arriveront avec moins de force que vous n'en aviez. Ils auront à conquérir cette opinion populaire dont vous avez diſpoſé. Vous pouvez ainſi recréer ce que vous avez détruit ou laiſſé détruire.

Vous avez poſé les baſes de la liberté de toute conſtitution raiſonnable, en aſſurant au peuple le droit de faire ſes loix, & de ſtatuer ſur l'impôt. L'anarchie engloutira même ces droits éminens, ſi vous ne les mettez ſous la garde d'un gouvernement actif & vigoureux ; & le deſpotiſme nous attend, ſi vous repouſſez toujours la protection tutélaire de l'autorité royale.

J'ai recueilli mes forces, Meſſieurs, pour vous parler le langage auſtère de la vérité. Pardonnez à mon zèle, à mon amour pour la patrie ce que mes remontrances peuvent avoir de trop libre ; & croyez à mes vœux ardens pour votre gloire autant qu'à mon profond reſpect.

Signé GUILLAUME THOMAS RAYNAL.

A PARIS,

De l'Imprimerie de GUEFFIER, Quai des Auguſtins,

1791.